

L'Humanité *rouge*

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !



1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 391

mercredi 17 décembre 19

UNE MYSTIFICATION

Ainsi, les prétendus partis de gauche, avec la CGT et la CFDT, ont décidé l'organisation de manifestations communes jeudi, à Paris et en province. Disons tout de suite qu'il s'agit là d'une opération que nous avons toutes raisons de condamner et à laquelle, en aucun cas, il ne saurait être question de s'associer.

1) Elle constitue d'abord ce qu'il faut bien appeler une capitulation de la direction de la CFDT devant le PCF et la CGT. La veille encore, Edmond Maire déclarait : « Toute manifestation qui "oublierait" la riposte à l'action anti-CFDT du pouvoir, ne saurait évidemment avoir notre accord, car on ne combat pas la politique économique et sociale d'un gouvernement et laissant porter atteinte à une grande confédération ouvrière.

« La CFDT ne saurait alors engager sa responsabilité dans ce qui serait une manifestation-alibi.

Or, le PCF et la CGT n'ont nullement changé de position. Le communiqué commun publié lundi ne mentionne même pas la CFDT. La CFDT avait le choix : ou bien poursuivre dans la voie de l'action indépendante où elle s'était engagée le 5 décembre, ou bien céder aux pressions et se résigner à ne pas défendre ses propres intérêts. Le PCF et la CGT veulent mater cette CFDT qui trop souvent, à leur gré, s'oppose à eux. Ils veulent briser ses tendances à l'indépendance. L'attitude adoptée lundi par la direction de la CFDT ne peut que nourrir leurs espoirs.

2) Cette manifestation repose sur une mystification visant à faire croire que le PCF est étranger aux activités antimilitaristes. Il veut se donner une image de partisan de la défense nationale alors qu'en réalité il constitue la principale force prosoviétique dans notre pays, dont la propagande et l'activité visent à démobiliser notre peuple tandis que l'URSS renforce ses préparatifs de guerre.

3) Il cherche encore à apparaître comme un défenseur des libertés alors qu'il est complice de cette URSS de Brejnev où règnent les camps de concentration et les asiles psychiatriques, que chaque jour en France il a recours aux agressions, aux calomnies contre ceux qui s'opposent à lui, en particulier contre nombre de militants CFDT dans les entreprises.

4) Cette manifestation est enfin une opération de relance de l'Union de la gauche pour faire oublier une année de conflit entre le PCF et le PS. Il s'agit de redonner vie à l'illusion de l'Union de la gauche, en la présentant comme l'alternative à l'actuel gouvernement, au chômage, à la vie chère.

Voilà autant de raisons pour lesquelles les manifestations de jeudi sont une mystification.

Paris: Conférence Nord-Sud

LE TIERS MONDE POUR UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE

La conférence « Nord-Sud » qui rassemble autour d'une même table les représentants des nations riches de la planète et ceux du tiers monde sous-développé, a débuté ce mardi à Paris. Elle a été précédée de toute une série de travaux préparatoires qui ont été autant de victoires portées à l'actif du tiers monde de plus en plus conscient politiquement, de plus en plus uni pour exiger la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial.

La première victoire a consisté à déjouer la volonté de confrontation affirmée par la superpuissance américaine. Rappelons-nous, il y a deux ans seulement, Kissinger se faisait menaçant envers les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), évoquant la possibilité d'un débarquement armé US pour contrôler les champs de pétrole du Golfe arabe. L'impérialisme US suscitait alors la création d'une agence internationale de l'énergie destinée à regrouper les pays consommateurs de pétrole en un bloc de pression dirigé contre les pays qui, pour être exportateurs de pétrole, n'en sont pas moins tous des pays sous-développés. La manœuvre devait échouer piteusement devant la fermeté du tiers monde uni, devant le refus aussi d'un certain nombre de pays du second monde, dont la France, de s'associer à cette politique de confrontation.

Le second volet de la manœuvre américaine a consisté alors à tenter de limiter l'objet de la conférence au seul domaine du pétrole et de l'énergie alors que le tiers monde unanime exigeait que soient discutés l'ensemble des problèmes non seulement des matières premières dans leur ensemble mais de tout le système de relations économiques qui, encore maintenant, conduit à drainer les richesses des pays pauvres vers les pays qui ont assis leur développement sur le pillage impérialiste.

Là encore, les USA ont dû aller à Canossa, sous la pression du tiers monde dont la position s'est trouvée renforcée par l'attitude positive des pays européens, eux-mêmes plus ou moins soumis aux appétits voraces des deux superpuissances.

(Suite page 8)

DANS CE NUMERO :

Les colonies françaises et leurs luttes :

La Guadeloupe p. 4

A Vitry, les travailleurs s'opposent aux saisies p. 6



La campagne du PCF dans les entreprises : L'AVEU D'UNE PERTE D'INFLUENCE

La ligne politique du PCF va d'échec en échec dans tous les domaines. Et comme — pour les dirigeants révisionnistes — il leur faut éviter d'aborder le problème de front, ils le dévient. Ils disent que l'activité « communiste » à l'entreprise est trop souvent « abordé sous l'angle de l'organisation alors qu'il s'agit avant tout d'une question de conception, d'une grande question politique liée à des données nouvelles dans la nouvelle phase de notre action »*

Quelles sont donc les données nouvelles et la nouvelle phase de l'action dont « dépend, pour une large part la réalisation de la stratégie, des objectifs de ces prétendus communistes ?

Si donnée nouvelle il y a, c'est bien encore une fois l'évolution du rapport de force, qui inquiète fort les ennemis et les traîtres à la classe ouvrière. Du fait que la crise du capitalisme s'accroît, que la classe ouvrière et les masses populaires s'opposent de plus en plus résolument aux licenciements, à la hausse des prix et autres mesures antipopulaires, que les chômeurs cherchent à s'organiser, la contradiction principale et fondamentale entre bourgeoisie et prolétariat devient chaque jour plus aiguë. Dans ce cadre-là, où se situent les dirigeants du PCF, dans quel camp ? De plus en plus ouvertement du côté de la bourgeoisie (2).

La présence et l'activité des marxistes-léninistes.

Mais il est un point qui les inquiète particulièrement, c'est la présence et l'activité des authentiques communistes et de leur Parti marxiste-léniniste — dont ils avaient demandé l'interdiction en juin 68 —, organisés en cellules d'entreprises. Depuis 12 ans il mènent un combat acharné à la fois pour la destruction du système capitaliste et pour abattre cet obstacle à la révolution prolétarienne que constitue le révisionnisme moderne — dont le centre mondial est situé à Moscou, ne l'oublions pas.

Les dirigeants révisionnistes ont cherché par tous les moyens — exclusions, calomnies, agressions — à les isoler. Cela se solde pour eux par un échec cinglant, car c'est l'inverse qui s'est produit. Ces derniers temps les marxistes-léninistes ont joué un rôle important dans plusieurs conflits : que ce soit chez Orlane à Orléans, chez Badin à Toulouse, à Rhône-Poulenc, à l'EDF, dans les hôpitaux, etc.

Mais en fait la position de classe dépasse largement les militants et sympathisants marxistes-léninistes : les occupations d'usines, séquestrations, les dirigeants PCF et CGT contre la démocratie prolétarienne.

Le PCF veut se montrer fort pour essayer de minimiser les forces révolutionnaires authentiques qui grandissent chaque jour et se lient de plus en plus profondément aux masses. Et cela, non plus par des artifices, mais en menant avec elles, et de plus en plus à leur tête, la lutte résolue contre l'exploitation capitaliste et pour sa destruction complète. Les masses de plus en plus conscientes et mobilisées, le parti révolutionnaire prolétarien de plus en plus offensif, voilà ce qui gêne ces « révolutionnaires du bulletin de vote ».

Pour les dirigeants du PCF, le prétexte d'avoir abordé trop souvent le problème de « l'implantation » sous l'angle de l'organisation est UN FAUX PRÉTEXTE, c'est un CONSTAT DE FAILLITE.

L'organisation n'a-t-elle pas pour but de donner les moyens de mettre en pratique la ligne politique ? C'est la ligne politique de sauvegarde du capitalisme et d'entente avec le social-impérialisme qui est mise en échec par les travailleurs en lutte. De plus n'est-ce pas une ligne politique consciente chez les dirigeants révisionnistes de vendre des cartes à tout prix ? Et d'étaler dans l'Huma blanche le soi-disant accroissement du nombre de membres ? Selon l'aveu même de certains responsables, lorsqu'il y a 130 cartes « si nous avons le contact avec une trentaine de copains, c'est bien le bout du monde » (3).

L'activité de ces nouveaux membres est bien souvent cantonnée à « prendre la carte », (encore faut-il voir dans quelles circonstances !). Combien de militants réels par rapport au nombre de cartes ? Peut-être 10 à 20 %, et encore France-Nouvelle ajoute « on en perd encore trop en route » !

La conception révisionniste

S'il s'agit d'une question de conception, la conception politique des dirigeants du PCF c'est de toujours chercher à apparaître comme le « parti grand et fort ». Ils jouent beaucoup sur les

apparences car elles peuvent tromper. Mais dans le fond n'est-ce pas un colosse au pied d'argile ? Car sa puissance, comme celle de toutes les forces réactionnaires, s'appuie sur un appareil fortement structuré mais de plus en plus coupé des masses. Il apparaît de plus en plus aux yeux des masses que son but n'est pas de guider le prolétariat vers son émancipation totale. Ses dirigeants sont amenés à reconnaître que dans les entreprises ils ne sont plus les maîtres, car « aujourd'hui l'entre-

prise est le lieu d'expression de tous les courants d'idées » (1).

Le courant qui monte ce n'est pas le révisionnisme mais le courant de lutte de classes, de lutte contre le révisionnisme. L'influence qui grandit chaque jour c'est celle du Parti révolutionnaire prolétarien, le parti marxiste-léniniste.

(1) L'Humanité du 10 décembre.
(2) Voir article précédent : H.R. No 390 : où il était fait état des nombreux échecs rencontrés par le PCF.
(3) France Nouvelle du 1er décembre.

BRIQUETERIE LAFARGUETTE A MÈMER (Aveyron) :

UN EXEMPLE COMBATIF

La briqueterie Lafarguette à Mémer, (petit village de Villefranche de Rouergue) est une petite usine qui emploie 17 ouvriers dont 6 immigrés.

Un syndicat CGT s'est monté au début de 1974 où la nécessité d'un moyen efficace de lutte était alors apparu aux ouvriers.

Le syndicat fit ses premières armes lors d'un licenciement, pour un motif futile, du délégué syndical (et délégué du personnel) : 12 ouvriers cessèrent le travail. Après trois semaines de luttes et bien qu'il n'y ait eu plus que 6 ouvriers en grève, le patron fut obligé de céder devant la combativité des travailleurs et le délégué fut réintégré.

Les travailleurs de Mémer sont en lutte contre le licenciement d'un ouvrier portu-

gais, sa seule faute étant de participer activement à la vie du syndicat. Voilà plus de 80 jours que 12 travailleurs sur 17 sont en grève contre ce licenciement. Suite à cette lutte, la répression patronale s'est encore abattue sur 5 autres travailleurs qui ont été licenciés.

La grève des travailleurs de Mémer jouit d'une solidarité et d'une popularité dans le bassin houiller de Decazeville.

Il est certain que cette lutte présente un caractère exemplaire, elle est une des plus longues que l'Aveyron ait connu.

Même si les ouvriers sont en petit nombre comme c'est le cas à l'usine Lafarguette, une lutte dure est possible, sur la base du refus de tout licenciement.

Correspondant H.R.

DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité rouge » quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM : PRENOM :
AGE : PROFESSION :
ADRESSE :

SIGNATURE :

BULLETIN D'ABONNEMENT (Ecrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM
PRENOM
ADRESSE

	Pli ouvert	<input type="checkbox"/>	32 F	Pli fermé	<input type="checkbox"/>	60 F
1 mois		<input type="checkbox"/>	96 F		<input type="checkbox"/>	180 F
3 mois		<input type="checkbox"/>	190 F		<input type="checkbox"/>	360 F
6 mois		<input type="checkbox"/>	300 F		<input type="checkbox"/>	500 F
Soutien						

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 - La Source



5 000 chômeurs à Montreuil ... 50h. par semaine chez Dufour

Montreuil-sous-bois : 100 000 habitants — 5 000 chômeurs. Depuis longtemps, la municipalité PCF et la CGT locale font grand bruit sur leur «action» contre le chômage et les licenciements : s'il n'y a «pas de travail» à Montreuil, ce n'est pas leur faute, c'est la faute à Giscard, à la Thomson, à qui on voudra, mais eux n'y sont pour rien...

Pas de travail à Montreuil ? Pas pour tout le monde, en tout cas, c'est ce que se disent les 450 ouvriers de chez Dufour. Dans un tract diffusé tout récemment à la population de Montreuil, la section CFDT de chez Dufour dénonce ce qui se passe dans l'entreprise :

«Il y a un an environ, l'horaire était de 47 heures par semaine. Le carnet de commandes était alors normalement rempli, seulement Dufour ne voulait déjà pas embaucher et les travailleurs subissaient un lourd horaire. Dufour a fait retomber les effets de la crise sur ses ouvriers, et nous sommes descendus à 40 heures, sans compensation de salaire. Au passage, il licencie plusieurs camarades, sous n'importe quel prétexte, pour éviter un licenciement collectif pour raisons économiques. Pendant un an environ, les salaires seront bloqués. En septembre 75, réunion du comité d'entreprise, ordre du jour changement d'horaires. La direction annonce que l'horaire hebdomadaire sera de 50 heures. Stupéfaction des délégués ! La direction se moque de nous, nous prend pour des machines. Pendant ce temps-là, 1,5 millions de travailleurs sont en chômage. Dufour n'a vraiment aucun respect pour la personne humaine. Une partie du personnel a voulu rester à l'horaire légal de l'entreprise (47 heures), résultant des conventions collectives sur les réductions d'horaire. Immédiatement, la pression de la maîtrise s'est accentuée, et il y a eu un chantage à l'augmentation : "Si tu ne fais pas 50 heures, tu n'auras pas d'augmentation".»

Et le tract de la section CFDT de chez Dufour souligne : «Que Dufour nous oblige à faire 50 heures, c'est une insulte aux mil-

liers de chômeurs, et aux travailleurs qui réclament le retour aux 40 heures. Chômeurs ! Venez nombreux réclamer du travail chez Dufour : il y en a !»

Sous l'impulsion de la section CFDT, un certain nombre de travailleurs de chez Dufour ont essayé d'engager la lutte en appelant leurs camarades à cesser le travail au bout de 47 heures. Dans un atelier, les 50 gars ont tous arrêté le travail. Malheureusement, la section CFDT, encore jeune, n'a pas réussi à mobiliser un nombre de travailleurs suffisant pour arracher la victoire. Il faut dire qu'elle s'est heurtée à la «sainte alliance» du patron et... de nos superchampions de la «lutte contre le chômage»... les faux communistes du PCF qui manipulent la section CGT de chez Dufour. Le patron a en effet envoyé à tous les travailleurs qui refusaient de faire les 50 heures une lettre recommandée disant notamment : «*Votre position en ce qui concerne l'horaire n'est absolument pas coopérative (!) et nuit à la bonne marche de l'entreprise (!), en conséquence, nous vous informons que nous tiendrons largement compte de celle-ci à l'avenir, entre autres aux prochaines augmentations.*»... à bon entendeur, salut !

C'est sans doute pour se montrer «coopérative» et ne pas «nuire à la bonne marche de l'entreprise» que la section CGT de chez Dufour a tout bonnement refusé d'appeler les travailleurs à lutter, et leur a demandé purement et simplement d'appliquer les 50 heures, dénonçant même l'action entreprise par la section CFDT comme «minoritaire» et «gauchiste»...

Air connu ! A un moment où la CFDT se montre en bien des endroits à la tête des luttes, les faux communistes du parti de Marchais n'ont pas le moindre scrupule à se ranger du côté des patrons et à saboter les luttes des travailleurs pour leurs justes revendications.

Les travailleurs de chez Dufour en ont un exemple bien concret sous les yeux !

Correspondant HR

Chez Brandt le mouvement s'étend

La semaine dernière, lorsqu'ils apprirent que leur paye serait amputée de plusieurs centaines de francs par une retenue sur les primes de fin d'année, les ouvriers des deux ateliers de Brandt se mirent immédiatement en grève en envahissant le bureau du chef pour demander des comptes. Vendredi, à l'appel de la section CFDT, la riposte devient plus massive : la majorité des travailleurs de l'usine se trouve sous les fenêtres de la direction en criant : «300 F tout de suite, Boisset peut payer...»

Face à la détermination des travailleurs, la direction pose ses préalables : avant toute discussion reprendre le travail. Aux travailleurs refusant de se plier à tout préalable, les dirigeants CGT parlent de «reprise momentanée» ;

c'est aussitôt les huées et les sifflets ; voyant l'initiative de la lutte complètement leur échapper, les dirigeants trafiques ne font autre chose que de condamner ouvertement le mouvement : «c'est une grève minoritaire, c'est voué à l'échec...» Désavouant et dénonçant dans la lutte l'attitude de ces faux communistes du PCF, les ouvriers décident de durcir l'action : occuper les escaliers qui conduisent au bureau de la direction, mobiliser la totalité des ouvriers de l'usine.

En début d'après-midi, c'est environ 1 000 travailleurs qui se rassemblent exigeant la satisfaction de leurs revendications.

Lundi, les travailleurs devaient décider de la poursuite de la lutte.

Paris VIè

La grève des travailleurs de la FNAC

Depuis le 9 décembre, les travailleurs du secteur librairie de la FNAC, rue de Rennes à Paris, sont en grève. ils revendiquent en particulier des augmentations de salaires : augmentation de 150 F par mois pour ceux qui gagnent actuellement moins de 2 100 F, et de 100 F par mois pour les plus de 2 100 F. Cette année, le patron de «gauche» avait proposé une participation aux bénéfices, mais les employés avaient rejeté cette proposition visant à leur lier les mains...

Le 11, la grève s'est durcie. Les travailleurs ont décidé d'intervenir à l'extérieur du magasin afin d'informer la population avec des tracts, des panneaux et par des discussions sur les conditions de travail. C'est alors que la direction, décidée à laisser pourrir le mouvement, a fait intervenir ses flics contre les grévistes. L'un de ces derniers devait d'ailleurs être sérieusement blessé, au point d'obtenir 12 jours d'arrêt de travail.

Le 13, alors qu'une délégation de travailleurs était reçue par l'adjoint du patron, et qu'il ne devait rien ressortir de positif de cette entre-

vue, les grévistes s'installaient de nouveau devant le magasin pour populariser leur lutte. Immédiatement, des fascistes, qui rôdaient dans les parages depuis la veille, se postaient devant les panneaux d'information. Évitant de tomber dans cette nouvelle provocation patronale, les grévistes décidaient de se retirer dans le magasin. Les fascistes s'opposaient à ce qu'ils rentrent les panneaux, ils n'hésitaient pas à sortir des travailleurs du magasin pour les frapper violemment à l'extérieur. Les grévistes dénoncent la collusion entre ces provocateurs fascistes et certains «agents de sécurité» du magasin ; ils exigent que soit dissoute la milice intérieure mise en place par le patron.

Depuis le 11 décembre, une bonne partie des non-grévistes ont organisé plusieurs débrayages pour protester contre les provocations auxquelles se livre le patron contre leurs collègues. Aussi ce mardi était-il prévu que de nombreux non-grévistes participeraient avec les grévistes à l'assemblée générale précédant la deuxième entrevue avec le bras droit du patron.

Vient de paraître dans sa nouvelle formule :
LA FAUCILLE, journal paysan
des communistes marxistes-léninistes de France
décembre 1975 — No 11 — Prix 0,70 F
Passez vos commandes à la Faucille,
17 Rue du Sentier, Paris 2ème

«DOM-TOM» :

Les colonies françaises et leurs luttes

LA GUADELOUPE

La Guadeloupe est la plus grande des Antilles. Elle est formée de plusieurs îles dont deux grandes : la Grande Terre et la Guadeloupe proprement dite et d'autres plus petites : Marie-Galante, la Désirade, les Saintes, St-Barthélémy. Sa superficie totale est de 1 782 km² et sa population comprend environ 370 000 personnes.

Les Français s'y installent en 1635 pour le compte des compagnies fondées par Richelieu et Louis XIII. Les occupants antérieurs, les Indiens Caraïbes, sont alors impitoyablement pourchassés et massacrés. Les produits tropicaux appréciés en Europe (tabac, café, cacao, coton, indigo) nécessitant de la main d'œuvre, la traite de Noirs fut entreprise à vaste échelle, suscitant de nombreuses révoltes d'esclaves. La plus célèbre eut lieu en mai 1802 contre les hordes colonialistes de Bonaparte venues rétablir l'esclavage aboli en 1794 par la Convention. Ces luttes antiesclavagistes avaient aussi un caractère anticolonial prononcé. Le mot d'ordre d'indépendance nationale était déjà annoncé par les grands hères populaires de cette période, tels Ignace, Delgres, Massoteau.

Comme toutes les autres colonies, l'économie de la Guadeloupe est dominée par la monoculture de la canne à sucre et de la banane. La Guadeloupe n'a le droit de produire «ni un clou ni un fer à cheval». Plus de la moitié des terres cultivées sont occupées par la canne à sucre, un sixième par la banane, un dixième seulement par les cultures vivrières nécessaires à l'alimentation de la population, ce qui oblige la Guadeloupe à importer la majeure partie des produits alimentaires consommés.

DEUX GUADELOUPEËNS SUR TROIS SONT CHOMEURS

La concentration foncière est hyperdéveloppée : 0,4 % des propriétaires terriens occupent 55 % des terres actuellement cultivables. Les petits planteurs et les ouvriers agricoles constituent donc la grande majorité de la population. Les concentrations capitalistes aboutissent à la fermeture des rares usines existantes alors que le secteur tertiaire est hypertrophié. L'impérialisme américain a commencé sa pénétration en Guadeloupe, la «United Fruit Company» achète en sous-main des terres et cherche à contrôler le marché de la banane. Les USA projettent aussi l'installation dans la région de Port Louis, d'une raffinerie géante de pétrole. Il possède aussi des intérêts dans l'industrie hôtelière et dans celle des boissons gazeuses (Pepsi-Cola et Coca-Cola).

Le chômage est énorme au 1^{er} janvier 1970, selon l'INSEE, il y avait en Guadeloupe 48 000 chômeurs saisonniers et

95 000 «inactifs» de plus de 15 ans. Deux Guadeloupeïens sur trois en âge de travailler sont en chômage ! Celui-ci n'est pas indemnisé alors que le coût de la vie — un comble ! — est 40 % plus élevé qu'en France.

L'oppression culturelle est également pesante. A l'école on enseigne aux jeunes guadeloupeïens à mépriser leur langue, le créole. La presse écrite et parlée est sévèrement contrôlée. Robert Hersant, le magnat de presse réactionnaire française, possède le journal «France Antilles», pilier de la propagande coloniale.

Enfin les forces de répression sont partout omniprésentes : gendarmes, CRS et képis rouges (force d'intervention de la gendarmerie mobile).

UNE HISTOIRE JALONNÉE DE LUTTES

Le peuple guadeloupeïen s'est toujours insurgé contre la présence coloniale. Les luttes de classe ne cessent de prendre un grand essor, intimement liées à la revendication d'indépendance nationale.

En mai 67, les ouvriers du bâtiment en grève manifestent pour l'augmentation des salaires. Les forces de répression tirent sur la foule, faisant une quarantaine de morts. L'un des premiers assassinés est Jacques Nestor, militant du GONG, l'organisation politique révolutionnaire qui mène à cette époque la lutte pour l'indépendance nationale.

Dans ces luttes les ouvriers et paysans pauvres de la Guadeloupe apprennent à reconnaître leurs véritables ennemis : la bourgeoisie colonialiste, mais aussi la bourgeoisie révisionniste qui entend les maintenir dans l'esclavage colonial sous le masque de «l'autonomie».

Le 12 décembre 1970 se crée l'Union des Travailleurs Agricoles (UTA), syndicat de lutte de classe qui mène toutes les grandes luttes des travailleurs de la canne à sucre, en dénonçant les collaborateurs zélés des autorités coloniales que constituent la direction de la CGT de Guadeloupe. En 71, 73 et 75 leurs grèves bloquent la coupe de la canne pendant plusieurs mois. L'Union des Paysans pauvres de Guadeloupe (UPG) qui rassemble les petits planteurs et colons, mène leur combat aux côtés de l'UTA.

Indépendants de toute centrale syndicale de la métropole, ces deux syndicats sont déjà profondément implantés parmi les masses populaires guadeloupeïennes dont elles traduisent les véritables aspirations. Ils s'attachent à élever le niveau de

conscience des travailleurs en organisant des cours d'éducation populaire, en suscitant des discussions en commun avant et après toute action, en formant des cadres syndicaux déterminés, liés aux masses et expérimentés. Ils impulsent parmi les petits paysans des équipes d'entraide.

Ils ont ainsi puissamment contribué à resserrer les rangs de tous les patriotes et révolutionnaires guadeloupeïens attachés à l'indépendance de la Guadeloupe. Au cours de la dernière grande grève de la canne à sucre en Mars 1975, la grève de la faim, entreprise par solidarité par le Père Céleste, a sensibilisé considérablement les milieux progressistes chrétiens.

Les luttes ouvrières et paysannes mobilisent aussi les secteurs lycéens, étudiants et intellectuels. La dernière rentrée scolaire en Guadeloupe s'est accompagnée d'importantes grèves des enseignants et lycéens pour protester contre l'insuffisance de crédits, de professeurs et de locaux.

LA CRÉATION DU PARTI DES TRAVAILLEURS DE GUADELOUPE, UNE ÉTAPE DÉTERMINANTE

Contre les dirigeants du faux Parti communiste guadeloupeïen, demeuré un appendice du PCF, les révolutionnaires et patriotes sincères de Guadeloupe se sont réorganisés autour du mot d'ordre d'indépendance nationale, foulé au pied par ces adeptes de la «départementalisation» ou de son paravent, l'autonomie.

En 1963, le Groupe d'Organisation Nationale de la Guadeloupe (GONG) voyait le jour et se fixait comme tâche l'édification du parti du prolétariat guadeloupeïen. Il dut faire face immédiatement au déchaînement de la répression coloniale. Mais ce sont les contradictions internes qui le minaient qui conduisirent à son éclatement. Les militants qui se réclamaient du marxisme-léninisme le quittèrent en dénonçant son opportunisme et travaillèrent à la création d'un véritable parti marxiste-léniniste pour la Guadeloupe.

Au mois de mai 1973 celui-ci voyait le jour, sous le nom de Parti des Travailleurs de la Guadeloupe (PTG) et publiait son premier document d'orientation : «tout pour le parti, tout pour la révolution». Se référant aux principes universels du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotsetoung, il se donne comme tâche d'unir le peuple dans la lutte, pour accomplir dans une première étape la révolution nationale démocratique, puis, dans une seconde étape, la révolution socialiste. Nous lui souhaitons plein succès dans la conduite des luttes révolutionnaires du peuple guadeloupeïen.

En marge de la conférence des pays révisionnistes européens

L'ACCORD N'EST PAS PARFAIT

L'organe central du parti révisionniste russe, «La Pravda», a lancé ce week-end un tonitruant appel à l'unité d'action des partis contrôlés par Moscou dans la vie internationale, soulignant que l'évolution mondiale requiert «une coordination sans cesse plus étroite de leurs actes».

Commentant le 7^e congrès du P.C. polonais qui vient de s'achever, «La Pravda» développe longuement «la possibilité réelle qui existe actuellement d'avancer dans la voie de la paix et de la sécurité» et appelle à «mettre en pratique les points concrets des documents d'Helsinki, en comprendre clairement l'acte final et ne pas en soustraire des dispositions particulières». Il convient, ajoute l'auteur de l'article, «d'instaurer dans le monde une atmosphère morale et politique appropriée... appropriée bien entendu aux ambitions hégémoniques des dirigeants du Kremlin».

Ces derniers se livrent ainsi à un coup de semonce dans les rangs mêmes des partis qu'ils contrôlent. Le «Rude Pravo», organe du P.C. tchécoslovaque, docile aux ordres de Moscou, se fait aussitôt le propagandiste zélé de ce rappel à l'ordre ; se livrant à une grossière attaque du Parti communiste chinois et de la République populaire de Chine, il invite les partis révisionnistes européens à se sentir responsables «non seulement devant la classe ouvrière de leur pays, mais aussi devant l'ensemble du Mouvement communiste international». Il invite également bruyamment ses compères à faire preuve de plus d'enthousiasme dans «la lutte contre l'antisoviétisme».

Ces rappels à l'ordre ne sont pas dépourvus d'objet ; en effet, derrière la façade d'unanimité, un certain nombre de grincements se font entendre dans les relations entre les partis révisionnistes européens.

Dans le même temps, en effet, Berlinguer, secrétaire du P.C.I., réaffirmait publiquement «l'indépendance» de son parti

par rapport à l'URSS, lors d'un débat télévisé. Il accueillait ces jours-ci à Rome les dirigeants du Parti communiste espagnol, Dolorés Ibarruri et Santiago Carrillo, auteurs de quelques incartades vis-à-vis de Moscou. Mario Soares, leader du Parti socialiste portugais et adversaire politique du Parti communiste portugais, était également l'un des hôtes d'honneur du grand meeting tenu par le P.C.I. dimanche soir.

A l'occasion de sa visite en Italie, le révisionniste Carrillo devait déclarer : «Ce vieil internationalisme est un vestige historique, destiné à disparaître. Nous pensons à une restructuration de l'internationalisme fondée sur une coordination de notre action avec celle du reste du mouvement ouvrier d'Europe occidentale. Avec les Partis-États de l'Est, il pourra y avoir des contacts, des rapports de coopération, mais la priorité est à l'Occident.» Il a ajouté, pour mettre les points sur les i, qu'il «ne pouvait y avoir une ligne commune entre les partis communistes des pays capitalistes et les Partis-États de l'Est européen. Il ne peut y avoir de stratégie globale».

Ainsi l'accord est-il loin d'être parfait dans les rangs des partis révisionnistes où la grogne se fait sentir contre la houlette dictatoriale de Moscou. Il est toujours réjouissant de constater que les rangs de l'ennemi sont divisés, mais la vigilance demeure de mise. Car une chose les rassemble tous : c'est la trahison des intérêts de la classe ouvrière de leurs pays et du mouvement communiste international. Tous, grands et petits, «orthodoxes» ou «frondeurs» par rapport à Moscou, sont des contre-révolutionnaires. Et aucun ne peut prétendre satisfaire ses ambitions de pouvoir sans s'appuyer sur le social-impérialisme russe. Ce qui veut dire, en définitive, de bon ou de mauvais gré, se soumettre à son diktat et servir ses intérêts hégémoniques.

ESPAGNE :

REPLATRAGE GOUVERNEMENTAL

Le premier gouvernement de Juan Carlos vient de prêter serment devant l'héritier désigné de Franco. La «rénovation» qu'il invoque complaisamment — trois ministres seulement faisaient déjà partie de l'ancien gouvernement — ne doit pas faire retourner le Caudillo dans sa tombe. Le libéralisme affiché par le nouveau gouvernement, qui demeure présidé par le franquiste bon teint Arias Navarro, ne vise qu'à aménager une «continuité sans heurts», tout en concédant quelques-uns des gages d'une démocratisation formelle réclamés par l'Europe pour accueillir l'Espagne en son sein.

Le ministre de l'Intérieur, Fraga Iribarne, l'homme-clé de ce gouvernement où les technocrates sont nombreux, a déjà fait part de sa conception d'un «adoucissement de la répression» : «établir la différence entre les adversaires d'opinions différentes et ceux qui choisissent la violence». De son côté, le vice-premier ministre de la Défense se déclare «fondamentalement préoccupé par la subversion». Voilà qui donne bien la vraie couleur de cette équipe accueillie avec une cer-

taine indulgence par la «Junta démocratique» de Santiago Carrillo qui l'analyse comme «un échec des ultras» et estime qu'il faudra «la juger à l'œuvre».

Le peuple espagnol a déjà formé son jugement car la répression continue à s'abattre massivement sur lui. Les arrestations se poursuivent à une cadence accélérée, la police tire toujours sur les manifestants ; c'est ainsi qu'elle a blessé grièvement une jeune lycéenne de 15 ans la semaine dernière.

La tentative de récupération effectuée par les révisionnistes espagnols et leurs compères «monarchistes libéraux» ne doit pas cacher la grande combativité des travailleurs espagnols. 100 000 d'entre eux faisaient grève la semaine dernière pour l'amnistie générale et le déblocage des salaires. La mobilisation se développe dans les universités surveillées par des hélicoptères de la police. Plus de 250 avocats ont manifesté pour l'amnistie générale pendant que des prisonniers politiques poursuivent des grèves de la faim, notamment à la prison de Ségovie où sont détenus de nombreux Basques.

CAMBODGE :

LE BILAN DES CRIMES YANKEES

En visite d'amitié en Roumanie, le prince Sihanouk a rappelé que la guerre au Cambodge a fait «plus de 600 000 morts et près d'un million de blessés graves» et que «plus de deux millions de Cambodgiens ont tout perdu». Il a souligné qu'en sept mois de travail acharné, les Cambodgiens avaient réussi à «réparer et remettre en état tout ce qui est indispensable à la vie sociale et économique du pays», rappelant que le développement du pays repose désormais sur une règle intangible : «compter avant tout sur ses propres forces et ses propres ressources».

USA :

MOBILISATION POUR L'EXPULSION DE L'AFRIQUE DU SUD DE L'ONU

Une pétition accompagnée de 100 000 signatures de citoyens américains demandant l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'ONU a été remise à la présidente du Comité spécial de l'ONU contre l'apartheid.

Elle demande au gouvernement américain de rompre toutes relations diplomatiques et économiques et de cesser toute coopération culturelle et sportive avec «le régime fasciste de Prétoria». La pétition affirme par ailleurs que «l'Afrique du Sud de l'apartheid doit être complètement isolée de l'humanité civilisée».

YUGOSLAVIE :

ESSOR DE L'INDUSTRIE D'ARMEMENT

Le général yougoslave Janko Susanj vient de déclarer que l'industrie militaire yougoslave sera en mesure, dans un proche avenir, de produire 80 % des besoins de l'armée yougoslave en armements et en équipements. Il a annoncé en même temps la sortie d'un nouveau mortier de 120 mm (remplaçant un mortier de 105 mm), la mise en chantier d'un sous-marin conventionnel de 960 tonnes et la construction prochaine de canonnières lance-missiles.

BREJNEV COMPLETE EN EUROPE

Un «sommet» des dirigeants des pays du Pacte de Varsovie (les Roumains exceptés) vient de se tenir à Varsovie à l'occasion du 7^e congrès du Parti ouvrier unifié polonais.

Il rassemblait Brejnev, Kadar (Hongrie), Gierek (Pologne), Husak (Tchécoslovaquie), Jivkov (Bulgarie) et Honecker (RDA).

Or, une première rencontre de ces six bandits qui, sous la direction de Moscou, agressèrent la Tchécoslovaquie en 1968 et qui continuent de l'occuper militairement, a eu lieu à Budapest du 17 au 19 mars. A son retour à Moscou, Brejnev révélait alors : «Je viens de travailler jour et nuit pendant une semaine en Hongrie».

Ce qui veut dire qu'il «travaille» à comploter activement contre l'indépendance et la liberté des peuples européens et contre la paix mondiale.

La preuve en est son long discours de Varsovie considéré comme «menaçant» par les observateurs occidentaux qui commencent à entrevoir ce que cache la mystification de la «détente».

IL FAUT REFUSER LES SAISIES

Avec l'approfondissement de la crise économique en France, aux menaces de chômage qui touchent des milliers de travailleurs, s'ajoute aujourd'hui celle des saisies pour les quelques biens de leur famille.

Nous en avons un exemple d'actualité, rapporté par nos correspondants à Vitry (banlieue ouvrière de Paris), où la lutte qu'ont engagée les locataires d'une cité est d'autant plus complexe que ceux-ci doivent s'opposer aux huissiers classiques autant qu'aux représentants du parti de Marchais qui tiennent la mairie et cherchent à étouffer la lutte touchant aux impôts locaux.

Dans une de nos prochaines éditions, nous publierons une interview d'un représentant de l'Amicale des locataires.

Cette année plus de la moitié des locataires de la cité des Marronniers est menacée de saisie, dans la plupart des cas pour non paiement des impôts locaux. L'Amicale des locataires qui a déjà réussi dans le passé à empêcher des saisies grâce à un patient travail pour unir les locataires et leur montrer que l'action collective est la seule voie, prend rapidement toutes les dé-

LES DÉBUTS DE L'ACTION

L'Amicale appelle les locataires à une assemblée générale le lundi 8. Quelle n'est pas la surprise des habitants quand ils voient glisser en catimini sous leur porte ou leur paillason «pour ne pas se faire voir» un tract de la cellule du PCF de la cité voisine disant en bref : «Si vous avez des problèmes de saisies, pas la peine de vous inquiéter, allez voir vos voisins communistes ou consultez vos élus.» Le PCF qui cherche à récupérer le mécontentement des travailleurs à l'égard des saisies, a en effet organisé une grande campagne pour faire beaucoup de bruit et essayer de donner l'impression qu'il défend les travailleurs. Mais là, il est mal tombé ! Un quart d'heure avant l'heure prévue pour l'assemblée générale, un tel geste soulève l'indignation des locataires et de leur Amicale. Ce n'est pas la première manœuvre de ce genre qu'ils voient faire au PC pour tranquilliser faussement les locataires menacés de saisies et les dissuader de s'organiser dans l'Amicale pour la lutte collective. De plus, la représentante de la mairie («communiste») désignée pour la cité n'est autre que la présidente de l'ancienne amicale qui brillait par son absence d'activité et d'audience dans la cité. Elle s'est retirée de l'Amicale quand des locataires combattifs ont voulu en faire autre chose qu'une annexe du parti de Marchais il y a trois ans. Même les membres de l'Amicale qui avaient des sympathies pour le PC en sont tout

retournés. Comme à plusieurs reprises depuis 3 ans la mairie les méprise et passe par-dessus la tête de l'Amicale pour essayer de récupérer des locataires à sa dévotion.

Le lendemain grandes manœuvres du PC. La mairie a appris qu'une saisie va avoir lieu et que l'Amicale n'est peut-être pas au courant. Bien sûr elle avait convenu le samedi d'avant avec des représentants de l'Amicale qu'elle n'interviendrait qu'à la demande de cette dernière ou en accord avec elle. Mais l'occasion est trop belle pour ne pas essayer de discréditer une Amicale combative et faire mousser les élus comme «seuls défenseurs des locataires».

Mardi 6 h 30 une dizaine d'élus sont là avec leur camion, leur sono, l'indispensable journaliste du «Travailleur» et les rares fidèles. Manifestement ils sont venus parader dans la cité et se croient sûrs de leur fait. Quelle déception ils doivent ressentir lorsque les locataires mobilisés par l'Amicale, indignés à la fois par les saisies et les agissements du PC, descendent de leurs appartements et se rassemblent à l'écart des élus. Les quolibets pleuvent : «Le PC a changé de couleur !» «A bas le PC, les locataires sont là» si bien que les «zélus» préfèrent se sauver piteusement «la cravate entre les jambes». Auparavant ils ont pris soin pour ne pas se faire trop mal voir, d'arrêter la saisie qu'ils devaient empêcher par un secours de la mairie.

VENDREDI DERNIER...

Vendredi matin l'Amicale des locataires décide d'aller protester en délégation massive contre les saisies. Une vingtaine de locataires avec des pancartes, des banderoles «Non aux saisies» prennent d'abord le bus pour aller à la perception. Une mère de famille que l'on menace d'une saisie de 6 000 F de meubles pour 300 F de cantine non payée prend la parole pour dénoncer le scandale des saisies. Un chefaillon leur répond sur un ton méprisant qu'il «n'y a qu'à ne pas faire de dettes» et que s'il y en a «il est normal de les payer». Il déclare aussi que le percepteur ne fait qu'appliquer les impôts votés par la Mairie.

Aussi décident-ils de se rendre tous à la mairie pour demander des explications au maire. Ils sont reçus par un adjoint au maire auprès duquel ils protestent contre la lourdeur des impôts locaux. Embarrassé il cherche bien sûr à rejeter la responsabilité sur le gouvernement. Mais c'est bien le Conseil municipal

qui vote les impôts locaux et c'est bien lui qui décide «tout seul» du barème des cantines scolaires... Or les habitants reçoivent des menaces de saisies pour tout retard de paiement des cantines. Comment le maire peut-il être à la fois du côté de ceux qui saisissent et se prétendre l'allié des travailleurs contre les saisies. A court d'arguments, devant ces évidences, l'adjoint au maire dit que de toute façon «il faut bien payer» (même si on n'en a pas les moyens ?) répétant à peu de choses près la phrase de Marchais à Villejuif à propos des saisies «Il faut que les familles payent» et ajoutant «que voulez-vous, on est en système capitaliste» ; ceci les travailleurs le savent bien, mais ils voient aussi à qui profite le système ! Pour toute proposition il offre aux familles menacées d'écrire à la mairie pour exposer leur cas et faire des demandes de dégrèvement, affirmant que «des solutions individuelles seront trouvées pour chaque cas».

LA TACTIQUE DU PCF

Non seulement il s'agit là de manœuvre pour «casser le mouvement», mais de plus les locataires font remarquer que c'est encore des promesses, que certains dégrèvements «on les attend encore !». Ils s'étonnent aussi que les élus qui étaient censés «aller au peuple» jeudi dans tout Vitry pour «se renseigner sur les problèmes des habitants» se soient bornés à faire le tour de la cité des Marronniers en camionnette sans daigner (ou oser ?) descendre ! Ils demandent au maire de venir s'expliquer le lendemain sur la position de la mairie à propos des saisies.

Le lendemain le maire, Monsieur Rosette, arrive en force, escorté de Germa conseiller général, de son adjoint Max Aufort, d'un certain nombre de membres du PC d'une cellule voisine. Il est attendu de pied ferme par une vingtaine d'habitants de la cité. Ce beau parleur essaye de rejeter toutes les responsabilités sur le seul gouvernement comme si la mairie ne mangeait pas à la même soupe capitaliste : ce n'est pas la mairie mais le gouvernement qui fixe le barème des impôts locaux, les commandements de saisie sont faits par la perception et pas la mairie, etc. Décidément la loi et les subtilités administratives sont bien faites

et ce monsieur s'en sert en artiste ! Mais il est mis en difficulté quand un habitant lui fait remarquer qu'en ce qui concerne les cantines scolaires, c'est bien la mairie qui en fixe le barème et que pourtant il y a des saisies tamponnées comme étant faites «à la requête de monsieur le maire Rosette» ; il cherche à se défendre avec embarras en disant «Je ne signe aucun papier mais je ne peux empêcher la perception de mettre ce tampon et c'est inscrit dans la loi» ce qui a semblé un peu de la haute voltige quand même. Sur que si les révisionnistes arrivent au pouvoir ils modifieront la loi pour essayer de tromper le peuple sur leurs méfaits !

Quand une habitante de la cité dénonce «Vous m'avez licenciée de la mairie de Vitry ; je me suis retrouvée au chômage et votre adjoint Max Aufort m'a mise sous tutelle !», le maire essaye de s'en sortir par une pirouette mais l'assistance intervient assez rudement «Ici on ne rigole pas des problèmes des ouvriers» et monsieur Rosette, tout maire qu'il est... e un fard. Bref il a été constamment sur la défensive et tout ce qu'il a pu dire n'a nullement convaincu les travailleurs que la mairie était de leur côté. Affaire à suivre car de nouvelles saisies menacent.

POUR LES FETES, ACHETEZ VOS CADEAUX DANS DE BONNES LIBRAIRIES

Pour les fêtes beaucoup de gens aiment offrir des livres à leurs parents ou amis. Mais un livre c'est souvent cher et difficile à choisir.

Alors si vous voulez faire un cadeau utile autant qu'agréable allez donc dans une des librairies que nous vous recommandons ; vous y trouverez des libraires compétents qui sauront vous conseiller de bons livres à tous les prix.

Vous y trouverez des affiches chinoises, des disques, des papiers découpés, des rouleaux peints, etc.

Nous publions une liste de livres intéressants à offrir qu'il vous est également possible de commander.

LES HERBES SAUVAGES
70 Rue de Belleville
75020 Paris

LE SEL DE LA TERRE
14 Rue maréchal Foch
Saint-Brieuc

LA FORCE DU LIVRE
33 Rue René Leynaud
69001 Lyon

SUR L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER ET COMMUNISTE

J. REED	
Dix jours qui ébranlèrent le monde	30,00 F
Mexique insurgé	30,00 F
RACINE/BODIN	
Le Parti communiste français pendant l'entre deux guerres (essentiellement recueil de textes)	62,00 F
DROZ	
Histoire générale du socialisme : tome 1	124,00 F
tome 2	141,00 F
POTTIER	
Œuvres complètes	38,40 F
BRUHAT	
La commune de 1871	80,00 F

SUR LA RÉVOLUTION CHINOISE

HAN SUYIN	
Le déluge du matin	38,00 F
Le premier jour du monde (Mao Tséoung et la révolution chinoise, 1949-1975)	50,00 F
GORDON ALLAN	
Docteur Liberté	35,75 F
HINTON	
Fanshen	55,30 F
La longue marche	60,00 F
MYRDAL	
Un village de la Chine populaire	48,50 F
J. CHESNEAUX	
La Chine - La marche de la révolution (1921-1949)	34,80 F

SUR L'ALBANIE

ENVER HOXHA	
Œuvres choisies - Tome 1	26,00 F
Textes choisis (présentés par P. Kessel) Les 2 volumes	30,00 F
Histoire de l'Albanie	90,00 F
Histoire du PTA	13,00 F

SUR LA RÉSISTANCE

OUZOULIAS	
Les fils de la nuit	45,00 F
Vivre debout, la Résistance (album pour les jeunes)	49,00 F
Le mouvement syndical dans la Résistance (Album illustré)	80,00 F
NOGUERE	
Histoire de la Résistance : tome 1	37,50 F
tome 2	48,00 F
GUINGOUIN	
Quatre ans de lutte sur le sol limousin	53,00 F

LES TEXTES CLASSIQUES

MARX	
Œuvres (Ed. Pléiade) : tome 1	78,00 F
tome 2	79,00 F
Le capital : les 8 volumes	128,00 F
Théories sur la plus value, tome 1	40,00 F
ENGELS	
Anti-Dühring	30,00 F
Dialectique de la nature	30,00 F
LÉNINE	
Œuvres complètes (30 volumes disponibles), le volume	22,00 F

DIVERS

Album des éditions algériennes SNED - illustrations en couleurs, l'album	40,00 F
Musées d'Algérie - Reflets du passé	
L'architecture algérienne	
Les mosquées en Algérie	
S. BERNARD	
Le temps des cigales	35,00 F
DESBROUSSES	
Pratique et connaissances concrètes dans l'industrie capitaliste	19,50 F
HENNEBELLE	
Quinze ans de cinéma mondial	53,00 F

Cinema :

SEPT MORTS SUR ORDONNANCE de J. Rouffio

Tous les critiques bourgeois sont unanimes, «Sept morts sur ordonnance» est une «grande création» (l'Humanité) et «une fascinante peinture de caractères» (Quotidien de Paris). Et quels caractères ! Forgés dans la course effrénée au profit... Le scénario a été tiré d'un fait divers qui s'est déroulé à Clermont-Ferrand. Les Brézé, père, fils et gendre tiennent les malades de cette ville sous leur tutelle, mais ils n'acceptent pas qu'un chirurgien plus talentueux refuse de travailler pour leur trust. Par le chantage et la menace, ils l'amènent à tuer sa femme et à

se suicider. Dix ans plus tôt, ce même trust avait agi de la même façon avec un brillant praticien.

Rouffio qui sait manier l'intrigue divise tout son petit monde, il veut voir d'un côté, les «méchants», de l'autre les victimes. Mais tout ce petit monde se ressemble, ils sont attirés par l'argent, ils opèrent par plaisir (une scène où Gérard Depardieu, l'un des chirurgiens se compare à un coureur de Formule 1, parce que pour lui opérer, c'est une affaire de génie, au même titre qu'un pilote).

Mais ce n'est rien encore : il y a cette théorie infâme qui se glisse tout au long du film : Rouffio sous-entend qu'un médecin social, est un médecin qui est condamné, par son échec à l'internat, à exercer dans les cliniques mutualistes ou les hôpitaux.

Rouffio entreprend par son film de dénoncer la mafia du conseil de l'ordre des médecins dont Brézé père est le responsable régional. La critique de ce conseil ultra-réactionnaire créé sous l'occupation, est réelle. Mais cette critique n'offre aucu-

ne perspective si ce n'est celle du défaitisme. Le conseil de l'ordre nous semble tout puissant dans le film, et ceux qui apparaissent le mettre en cause - comme ce chirurgien - sont aussi pourris et ne le critiquent que parce qu'il ne leur permet pas de mener leur affaire comme il leur plaît (prendre la place des autres). La santé du peuple là-dedans, pas entendu parler... Tout cela n'a pas grand chose à voir avec l'action de certains médecins progressistes, comme le Pr. Minkowski, qui dénoncent d'une manière constructive ce conseil réactionnaire.

NOUVELLE CONDAMNATION D'ISRAËL A L'ONU

L'assemblée générale a adopté lundi soir quatre résolutions sur le rapport du «Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés».

La première de ces résolutions, adoptée par 86 voix contre cinq (Israël, États-Unis, Costa Rica, Honduras, Nicaragua) avec 24 abstentions (dont les pays de la communauté européenne, les pays scandinaves, l'Uruguay et le Venezuela), condamne Israël notamment pour les pratiques suivantes :

«Annexion de certaines parties des territoires occupés... établissement de colonies de peuplement dans les dits territoires et transfert dans ces territoires d'une population étrangère, des

truction et démolition de maisons arabes... confiscation et expropriation de biens arabes, évacuation, déportation, expulsion, déplacement et transfert d'habitants arabes des territoires occupés et déni de leur droit d'y retourner, arrestations massives, détention administrative et mauvais traitements dont est victime la population arabe».

La résolution condamne encore Israël pour «pillage du patrimoine archéologique et culturel, entraves aux libertés et pratiques religieuses, ainsi qu'atteintes au respect des droits familiaux et des coutumes, exploitation illégale des richesses naturelles, des ressources et de la population des territoires occupés».

La résolution déclare que ces politiques et pratiques «consti-

tuent de graves violations de la charte de l'ONU», sont contraires aux conventions de Genève sur la protection des personnes civiles en temps de guerre, et constituent un obstacle à l'établissement d'une paix juste et durable.

Elle affirme encore que toutes les mesures prises par Israël pour modifier le caractère physique, la composition démographique, l'organisation institutionnelle ou le statut des territoires sont «nulles et non avenues» et demande à tous les États de s'abstenir de les reconnaître.

Enfin, la résolution «exige qu'Israël cesse immédiatement l'annexion et la colonisation des territoires arabes qu'il occupe».

DES ORGANISATIONS LIBANAISES DENONCENT LES PROVOCATIONS

Quatre organisations libanaises (l'Union des forces du peuple travailleur, le Mouvement des déshérités, le Parti Baas et le Parti kurde Rozkari) ont dénoncé lundi «les provocations de la droite et de la gauche extrémistes (c'est-à-dire des forces prosoviétiques) au Liban».

Dans un communiqué publié après une réunion commune, ces mouvements ont demandé la tenue d'un congrès national avec la participation des forces et partis progressistes et de toutes les forces actives au Liban «afin d'examiner la situation actuelle

dans ce pays et de surmonter la crise dans laquelle se débat la population».

Ces mouvements ont d'autre part dénoncé «l'escalade militaire des forces isolationnistes» (phalangistes et leurs alliés), soulignant que le «respect des accords de cessez-le-feu par ces forces représente une étape essentielle pour mettre fin aux tueries».

Ils ont dénoncé aussi «les vols et les pillages commis par certaines factions à l'encontre des biens des citoyens».

Tout en condamnant «l'attaque des phalangistes contre le quartier de Ghawarneh» le communiqué a mis en garde contre «la politique consistant à s'attaquer aux minorités communautaires, dans n'importe quelle région du Liban». Il a également mis en garde «les factions qui, par leur comportement, ont donné prétexte aux isolationnistes pour exécuter leur action sauvage contre les habitants de ce quartier» (d'Antelias).

Enfin, ces mouvements ont réaffirmé «leur appui total à la Résistance palestinienne».

SEMAINE D'INACTION CGT-CFDT

Une fois de plus CGT et CFDT organisent ce qu'ils appellent une «semaine d'action» dans le secteur public et nationalisé. Il ne s'agit en réalité que d'une de ces opérations «souples» qui visent de temps en temps à faire échapper le mécontentement des travailleurs. Mais de plus en plus nombreux sont ceux qui ont assez de ces grèves à répétition, sans efficacité et qui répondent à la volonté de s'opposer à de grandes luttes d'ensemble. Premier principe de ces grèves : la division. Voyez la SNCF. Des arrêts de travail y auront lieu par service entre le 17 et le 18 décembre. Chacun dans son coin.

Deuxième principe : l'inefficacité. Prévenue suffisamment longtemps à l'avance la direction de la SNCF a largement le temps de mettre en place des solutions de rechange.

D'après l'AFP, «la direction de la SNCF estimait lundi en fin

d'après-midi, en fonction des décisions syndicales portées à sa connaissance, qu'elle serait probablement en mesure d'assurer un service de trains rapides et express sur les grandes lignes, proche de la normal et que les perturbations des trafics banlieue resteraient sans doute limitées».

Et évidemment, il n'est surtout pas question de grève pour Noël et le jour de l'An. Les directions syndicales respectent la «trêve des confiseurs».

Mais c'est sans doute dans les PTT que sont battus les records du ridicule. L'«action» à laquelle appellent les directions syndicales se résume au vote de motions et à la désignation de délégations chargées de les porter auprès des pouvoirs publics. A ce compte, rien d'étonnant à ce que l'AFP écrive : «il ne semble pas qu'il y ait lieu de craindre des perturbations sensibles dans

le trafic postal ni dans les autres services de l'administration des PTT».

LA CLASSE OUVRIERE ESPAGNOLE POURSUIT LA LUTTE ANTIFRANQUISTE

Quelque 5 000 mineurs ont fait la grève lundi dans le bassin houiller de Langreo, dans les Asturies. Plusieurs arrestations ont été opérées.

A Sama de Langreo, dans la même province, un millier de personnes ont participé le même jour à une manifestation pour demander la démission du ministre du Travail, M. Jose Solis, phalangiste.

On apprend enfin qu'à La Corogne, en Galice, dix-sept personnes au moins ont été interpellées dimanche après avoir manifesté pour l'amnistie devant la prison provinciale. Huit d'entre-elles ont été mises à la disposition de la justice.

(Suite de la page 1)

Maintenant l'impérialisme américain va essayer de diviser pour régner, invoquant l'existence d'un «tiers monde riche», comprenant les pays exportateurs de pétrole, et d'un «quart monde pauvre» regroupant les autres pays du tiers monde dépourvu de ressources énergétiques. Mais une nouvelle fois il se brisera les dents car les pays pauvres, exportateurs ou non de pétrole, ont une claire conscience de la solidarité de combat qui les unit tous contre leurs exploités communs et sont à même de rallier à leurs côtés les pays du second monde, particulièrement ceux regroupés au sein de la CEE. Les accords récents conclus entre la France et l'Égypte en portent témoignage.

L'autre superpuissance, l'URSS, n'apparaît pas directement à cette conférence. Mais c'est aussi contre ses thèses impérialistes et ses prétentions hégémoniques que se forgera l'unité des pauvres de la planète. Car elle aussi, comme les USA, s'élève contre leur revendication de changer l'ordre du monde.

O.N.U. : LE REPRÉSENTANT DE L'ILE MAURICE DENONCE LES ETATS-UNIS

Le représentant de l'île Maurice à l'ONU, M. Radha Krishna Ramphul, a offert lundi de recommander à son gouvernement «que l'île Maurice soit proclamé territoire international pour servir de siège à l'ONU et à toutes ses institutions».

Le diplomate mauricien a fait remarquer que le budget de l'ONU était supérieur à celui de son pays et qu'il en coûterait infiniment moins de faire fonctionner l'organisation internationale à Maurice.

Mais surtout, M. Ramphul a voulu dénoncer les États-Unis, «qui menacent de quitter l'ONU chaque fois qu'un vote leur déplaît», et leur représentant, M. Daniel Moynihan, «qui déverse sur l'assemblée un torrent de sarcasmes et d'insultes».

«Si cette tendance arrogante à l'isolationisme continue, les délégués pourront appliquer à M. Moynihan la fameuse diatribe de Cicéron : «Combien de temps, Catalina, abuseras-tu de notre patience ?» a dit M. Ramphul.

COMMANDEZ
LA JEUNE GARDE
ROUGE
No 4